



Deutsch Französische Gesellschaft Baden-Baden e.V.
Cercle Franco-Allemand Baden-Baden

Un leadership franco-allemand en temps de crise ?

Le présentateur de longue date des „Tagesthemen“ Ulrich Wickert, fils d'un diplomate allemand de haut rang ayant grandi en France, a chanté le grand air de l'amitié franco-allemande dans sa récente publication "Salut les Amis". Dans ce petit livre de souvenirs, intéressant et facile à lire malgré certaines autocélébrations, il évoque, en s'appuyant sur sa propre expérience, "l'évolution rapide d'une "hostilité héréditaire" vers une paix et une amitié durables, non seulement entre deux pays, mais aussi en Europe". Mais il souligne également qu'il faut faire davantage pour la compréhension mutuelle, d'autant plus que de moins en moins d'élèves apprennent l'allemand ou le français, que la culture respective est trop peu transmise, non seulement dans les écoles, mais aussi dans la politique et la culture elles-mêmes, et que, pour couronner le tout, le "couple franco-allemand" est en crise. C'est pourquoi il regrette vivement que l'actuel chancelier, tout comme son prédécesseur, n'aient pas pu se décider à faire des signes, ne serait-ce que symboliques, pour rendre hommage aux propositions françaises en matière d'Europe. Il semble qu'il manque un grand objectif pour obliger les deux, "un président français et un chancelier allemand à agir ensemble".

Il peut paraître absurde d'évoquer ici l'ex-président américain Trump, qui vient d'être élu pour un second mandat. S'il met en œuvre, à partir de janvier prochain, ne serait-ce qu'une partie de ses promesses politiques largement abstruses, ce ne sont pas seulement l'Allemagne et la France, mais aussi et surtout l'Europe qui seront sollicitées. L'UE n'est toutefois capable - si tant est qu'elle le soit - d'affronter Trump d'égal à égal que si l'Allemagne et la France relancent le moteur dont on parle tant et aident l'Union à acquérir la force politique (et militaire) qui correspond à sa population et à sa puissance économique. Le parapluie américain tel qu'il existait à l'époque de la guerre froide n'existera alors plus, ou seulement à un coût supplémentaire considérable. Cela aurait probablement été très différent sous une présidente Harris, si elle avait été élue, tout au plus en ce qui concerne les manières, mais guère sur le fond. Ni l'Allemagne ni la France ne pourraient s'en charger seules.

Il est d'autant plus irritant de constater qu'en plus des nombreuses crises géopolitiques, les deux pays traversent actuellement des crises de politique intérieure différentes, mais tout aussi pénalisantes, et ne sont donc que partiellement disponibles pour les tâches qui les attendent en Europe. Après des élections européennes qui se sont mal déroulées pour son parti, Macron avait dissous l'Assemblée nationale dans l'espoir d'y obtenir une solide majorité après de nouvelles élections. Il s'est ainsi retrouvé avec une sorte de "cohabitation", dans laquelle les conservateurs et le propre parti de Macron soutiennent un Premier ministre conservateur, qui ne dispose toutefois pas de majorité parlementaire et peut être renversé à tout moment par une motion de censure. Il n'est pas exclu que de nouvelles élections aient lieu l'année prochaine, ce qui profiterait à nouveau à la droite et à la gauche de l'échiquier politique.

Une menace similaire pourrait peser sur l'Allemagne après l'éclatement de la coalition dite des feux de signalisation et le fait que le gouvernement fédéral n'ait plus de majorité propre au Bundestag après le départ du plus petit partenaire de coalition. Cela affaiblit incontestablement le rôle de l'Allemagne au sein de l'UE, mais aussi au-delà. Il est donc essentiel, non seulement sur le plan de la politique intérieure, mais aussi sur le plan international, que de nouvelles élections rapides donnent naissance à un gouvernement stable qui puisse et veuille assumer le rôle de leader de l'Allemagne au sein de l'UE, rôle réclamé par les partenaires les plus divers dans toute l'Europe. Le fait que le leader actuel de l'opposition ait parlé de faire de l'Allemagne une puissance moyenne de premier plan sous sa direction peut laisser penser que le principal parti de l'opposition actuelle pourrait également être prêt à le faire en cas de victoire électorale.

La loi fondamentale allemande prévoyant des délais pour de nouvelles élections, un gouvernement fédéral opérationnel, qui pourra s'appuyer sur une majorité parlementaire, devrait être en place au plus tôt en mars ou en avril, en fonction de la date de la perte du vote de confiance et de la dissolution du Bundestag par le président fédéral. Le président français disposant de certaines compétences en matière de politique étrangère et de sécurité, indépendamment des majorités parlementaires, le "couple franco-allemand" pourrait alors à nouveau se consacrer ensemble aux problèmes en suspens de la politique européenne et mondiale.

Mais cela présuppose que les deux parties s'accordent désormais réellement sur les projets centraux d'une politique étrangère et de sécurité commune qui réponde de manière appropriée aux défis à venir posés par Trump, Poutine et le conflit au Proche-Orient - pour ne citer que quelques domaines - et qui tienne moins compte des sensibilités nationales et/ou des réserves fiscales et économiques. Aussi regrettable que cela puisse paraître, la diplomatie n'est prise au sérieux dans les conflits que si elle est étayée par des capacités militaires adéquates qui lui assurent crédibilité et durabilité. Mais cela coûte beaucoup d'argent. Il faudrait donc, comme cela a déjà été le cas, réfléchir sérieusement à des dettes communes et à la manière d'adapter l'unanimité en vigueur jusqu'à présent pour les décisions dans ces domaines. Là encore, les deux pays sont appelés à agir.

L'Europe doit parler d'une seule voix si elle veut être prise au sérieux dans une nouvelle constellation géopolitique entre les pôles américain et chinois, tant sur le plan politique qu'économique, mais aussi militaire. C'est pourquoi la France et l'Allemagne devraient utiliser leur amitié approfondie, qui s'est développée au cours de nombreuses décennies, au-delà du domaine bilatéral, pour renforcer l'UE démocratique et pacifique, attachée aux droits de l'homme, de manière à ce qu'elle puisse exister dans un environnement de plus en plus autocratique et garantir durablement la liberté et le bien-être de ses citoyennes et citoyens.

Baden-Baden, le 10 novembre 2024

Dr Rainald Steck
Vice-président